



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 1 Septembre 2017

www.etudes-fiscales-internationales.com/
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

Je suis la transparence, cette nouvelle vertu par JD Bredin
DISCOURS SUR LA VERTU par Me JEAN DENIS BREDIN ,
Membre de l'Académie Française

[Les lettres fiscales d'EFI Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

La lettre EFI du 4 septembre pdf
Pour placer dans votre dossier 'les lettres d'EFI' sur votre bureau

**La DGFIP prépare les 1^{er} EAR, un développement des contrôles sur nos exiles fiscaux
et le retour des dossiers de l'assistance provenant de BERNE !!**

[France échange automatique :
Le premier échange à partir du 30 septembre 2017](#)

[Les comptes de personnes physiques ou entités soumises à l'EAR depuis le 1er janvier 2016
\(pour l'UE\)](#)

[Analyse des trois mécanismes d'échanges automatiques de renseignements](#)
Article 44 de la LFR 2015 Échanges automatiques d'informations financières
Rapport Mme Valérie RABAULT AN 11.2015

Le **Décret n° 2017-1295 du 21 août 2017** a pour objet d'étendre les compétences de contrôle aujourd'hui dévolues à la direction des résidents à l'étranger et des services généraux à l'ensemble des fonctionnaires de catégories A et B des services de contrôle de la direction générale des finances publiques.

Note ces fonctionnaires seront assistés par des conseillers internes spécialisés (cf. approche STDR)

[Article 350 terdecies CGI annexe 3 § VIII NOUVEAU
en vigueur à compter du 25 août 2017](#)

[Fichiers des résidents partant à l'étranger
\(arrêté du 1.09.16 JO 01.11.16\)](#)

Décharge d'imposition mais fraude fiscale ? par Me Marc PELLETIER sur CAS CRIM du 31 mai 2017.....	2
Le registre des bénéficiaires effectifs : en application depuis le 1er août.....	2
Les dettes familiales sans date certaine sont elles déductibles de l ISF ?	2
Vers une qpc ?????.....	2
Assistance fiscale internationale en matière de recouvrement.....	3
TRAITE France US : un emprunt mère fille via une sœur est il abusif ou non ??	3

Les âneries économiques de l'ISF	3
Comment engager une procédure en manquement fiscal à Bruxelles.....	4

Décharge d'imposition mais fraude fiscale ?
par Me Marc PELLETIER sur CAS CRIM du 31 mai 2017

l'arrêt Céline du 31 mai 2017 (CASS CRIM 15-82159)

Nous revenons sur la tribune de Marc Pelletier qui a suscité de nombreuses questions sur la sécurité fiscale à la française
la même situation fiscale peut elle être soumise à deux définitions de l'établissement stable :
une définition donnée par les juges administratifs et une définition, totalement opposée
donnée par les juges pénaux
Lire le commentaire de Me Christian Rollmann Avocat à la Cour Barreau de Luxembourg

La réponse de Bon sens est évidemment non mais le bon sens est il une source de droit ??
Il faut souhaiter que notre conseil constitutionnel donne sa position en rappelant qu'il existe
un accord informel de haute courtoisie judiciaire entre nos cours suprêmes nationales et
européennes (CJUE et CEDH) pour éviter une guerre des juridictions !!!

il existe en effet un accord de fait de haute courtoisie internationale entre nos cours suprêmes
européennes pour éviter des écarts jurisprudentiels, pratique connue sous le nom
de présomption de protection équivalente ([Bosphorus v Irlande \(GC° n°45036/98 CEDH 2005 VI\)](#))

ce n' était pas par hasard que le président du conseil constitutionnel [s'était rendu a Strasbourg avant l' arrêt sur la double peine en fiscalité](#) alors que la CEDH jugeait une affaire
similaire ([lire la tribune EFI](#)) dont [la décision du 15 novembre 2016](#) a été dans le même sens
que celle du conseil constitutionnel ([lire la tribune EFI](#))

[Le principe de présomption de protection équivalente par Me FAVREAU](#)

[Sur la définition de protection équivalente par la CEDH lire §101 et suivants
CEDH, AFFAIRE P.M c. FRANCE, 6 décembre 2012, 12323/11](#)

Le registre des bénéficiaires effectifs : en application depuis le 1er août

UNE USINE A GAZ BRUXELLOISE ???

En l'état des textes toutes les sociétés même celles dont les associés majoritaires sont déjà
inscrits au RCS général sont soumises à cette nouvelle obligation de suspicion
Pour rechercher une poignée de cachottiers souvent non résidents, pour quelles raisons
« emmerder » –[au sens du président POMPIDOU](#) la quasi-totalité des entreprises .il faut
espérer que les rédacteurs du futur décret qui sera publié lorsque l'ordonnance aura été
« légalisée » excluront de ces formalités les personnes déjà inscrites au RCS général .
Lire le commentaire de **Lionel Weller** ci dessous
[Lire la suite](#)

Les dettes familiales sans date certaine sont elles déductibles de l'ISF ?

Vers une gpc ????

Nous avons tous qu'une dette familiale ne peut être déduite du passif successoral que si elle
possède date certaine par l'enregistrement fiscal

MAIS QU'EN EST-IL POUR L'ISF ????

Telle est la question pratique importante pour de nombreuses familles que la cour d'appel de
Versailles a demandé à la cour de cassation de poser au conseil constitutionnel

Réponse avant la fin septembre

Assistance fiscale internationale en matière de recouvrement

L'assistance internationale au recouvrement qui peut s'exercer au sein et hors de l'Union Européenne est une mission dont le pilotage national incombe à un bureau du service de la gestion fiscale et dont la mise en œuvre opérationnelle est confiée à la Direction des Créances Spéciales du Trésor (DCST) créée en mars 2010

Direction des Créances Spéciales du Trésor (DCST)

Service du recouvrement international

22 boulevard Blossac

BP 40649

86106 CHATELLERAULT Cedex

05.49.02.53.53

tgcst.recetra@dgfip.finances.gouv.fr

[assistance internationale au recouvrement A I R .pdf](#)

[Lire la suite](#)

TRAITE France US : un emprunt mère fille via une sœur est il abusif ou non ??

Nous savons tous que les frais financiers versés à par une fille à sa mere sont déductibles sous certaines conditions

Mais qu'en est il lorsque de la situation d'une fille française d'une mère américaine , fille qui a emprunté auprès d'une sœur néerlandaise (note EFI nous ne savons pas si la mère a opté pour le régime « **check the box** » que **notre ami Adrien** nous a fait parvenir [Cliquez pour lire et comprendre](#)

L'administration a soulevé l'abus de droit sur le traite fiscal France US et ce en vertu du droit interne français

Le conseil a renvoyé a la CAA de Versailles pour

[CAA de NANTES, 1ère Chambre , 25/06/2015, 13NT02119](#)

[Conseil d'État, 9ème - 10ème chambres réunies, 21/07/2017, 392908](#)

*« Il résulte des stipulations du **b** du paragraphe 3 de l'article 25 de la convention fiscale franco-américaine qu'elles font obstacle à l'application par l'administration fiscale de l'article 212 du code général des impôts lorsque celle-ci conduit à attribuer à l'emprunteur des bénéfices supérieurs à ceux qui, compte tenu des conditions de l'emprunt, notamment de son taux d'intérêt et de son montant, auraient été réalisés dans une situation de pleine concurrence.*

Pour caractériser l'existence d'un abus de droit, il convenait donc de rechercher si ces conditions étaient ou non remplies.

[Abus de droit et traites fiscaux comité du 19 janvier 2017](#)

[Un abus de traite peut il être un abus de droit ?](#)

[Avis CE Section des Finances 31 mars 2009 n°382545](#) Lire in fine page 8

[Lire la suite](#)

Les âneries économiques de l'ISF

Les « sans revenu » en sont légalement exonérés.

EFI ne peut que saluer ces bienheureux résistants OU téméraires !

[La révélation du canard enchaîné du 7 juin 2016](#)

[Comment engager une procédure en manquement fiscal à Bruxelles](#)

Toute personne peut mettre en cause un Etat membre en déposant une plainte (un formulaire à cet effet est disponible ci-dessous) contre une mesure législative, réglementaire ou administrative ou une pratique administrative généralisée qu'elle estime incompatible avec le droit communautaire. Si la plainte apparaît fondée, la Commission pourra entamer une procédure d'infraction.

[Précis de fiscalité DGFIP 2017](#)

[Annuaire complet statistique DGFIP 2015](#)

[Cahier statistique synthétique DGFIP 2015](#)

[Accès au CGI et au LPF sur Légifrance](#)

[Accès à la Brochure pratique 2017
\(déclaration des revenus 2016\)](#)

[Accès à la Brochure pratique Impôts locaux 2016](#)

[le bilan de la France au 31.12.15.PDF](#)

[Ocde les prélèvements obligatoires](#)